



HAL
open science

Fin des quotas laitiers et comportement d'investissement des éleveurs laitiers d'Ille-et-Vilaine

Loic Levi, Laure Latruffe, Aude Ridier

► To cite this version:

Loic Levi, Laure Latruffe, Aude Ridier. Fin des quotas laitiers et comportement d'investissement des éleveurs laitiers d'Ille-et-Vilaine. [0] 2017, 6 p. hal-02785162

HAL Id: hal-02785162

<https://hal.inrae.fr/hal-02785162>

Submitted on 4 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0
International License

Fin des quotas laitiers et comportement d'investissement des éleveurs laitiers d'Ille-et-Vilaine

Loïc Lévi*, **Laure Latruffe**** et **Aude Ridier*****

* Doctorant – AGROCAMPUS OUEST, UMR SMART-LERECO, Rennes

** Directrice de recherche – INRA, UMR SMART-LERECO, Rennes

*** Maître de conférences – AGROCAMPUS OUEST, UMR SMART-LERECO, Rennes

07 Décembre 2017

L'objectif général des travaux de la Chaire « Entreprises et Économie Agricole », fruit du partenariat entre le Crédit Agricole en Bretagne et AGROCAMPUS OUEST, est d'identifier et d'étudier les différents facteurs qui expliquent l'évolution des structures agricoles et de leurs performances, en France et plus spécifiquement en Bretagne.

Ces travaux doivent permettre de réfléchir à ce que pourrait être le « modèle agricole » breton d'ici 10 à 15 ans, et aux moyens à mettre en place tant aux niveaux humains, organisationnels, financiers que politiques, pour accompagner ou infléchir les tendances à l'œuvre.

Dans ce cadre, l'objectif de la thèse qui se déroule depuis octobre 2015 à l'UMR SMART-LERECO, est d'analyser les comportements d'investissement des agriculteurs, les liens avec la performance et le cycle de vie des exploitations agricoles, ainsi que les politiques publiques.

Quelques éléments de contexte

Le principal enjeu d'un investissement pour une exploitation agricole est le maintien ou l'amélioration du potentiel productif, et l'anticipation des changements (du point de vue politique, économique, sanitaire, etc.) pouvant affecter l'exploitation. Cependant, un investissement inopportun peut fragiliser la pérennité de l'exploitation. Les politiques d'accompagnement doivent donc s'adapter à ces enjeux.

L'abolition des quotas laitiers au sein de l'Union Européenne (UE), effective depuis mai 2015, a poussé les éleveurs laitiers à s'adapter en réalisant des investissements ou des ajustements structurels leur permettant de faire face à la nouvelle régulation politique. Depuis l'annonce de la fin des quotas laitiers en 2008, les éleveurs laitiers ont ainsi dû anticiper au mieux leurs investissements afin de garantir la soutenabilité économique de leur exploitation.

L'annonce de la fin des quotas laitiers, dès 2008, a été accompagnée d'une série de mesures visant à éviter une sortie brutale de la politique de quotas. Ces mesures permettent un « atterrissage en douceur » par augmentation progressive du quota national de 2% sur la campagne 2008-2009 puis de 1% chaque année jusqu'en 2015. Ainsi, à partir de 2008, les éleveurs laitiers de l'UE ont eu 7 ans pour s'adapter. Cette adaptation devait répondre à plusieurs enjeux importants :

1/ La fin des quotas laitiers voit la régulation quantitative publique de la production remplacée par une régulation privée, à travers la contractualisation des volumes de lait livrés entre agriculteurs et opérateurs de la filière. La qualité et la quantité de lait produit sont désormais directement conditionnées par les débouchés négociés en aval de la filière.

2/ Depuis la crise de 2009, les agriculteurs sont confrontés à une forte volatilité des prix et le lait a connu des épisodes de prix particulièrement bas. De plus, en 2014, le recul de la demande de produits laitiers, sous l'effet de l'embargo russe et de la baisse de la consommation en Chine, a eu pour conséquence une diminution en tendance des prix des produits laitiers de 3% au niveau mondial (Perrot et al., 2016 ; Bachelet, 2015). Cette conjoncture incertaine a pu influencer les choix d'investissement dans les exploitations laitières.

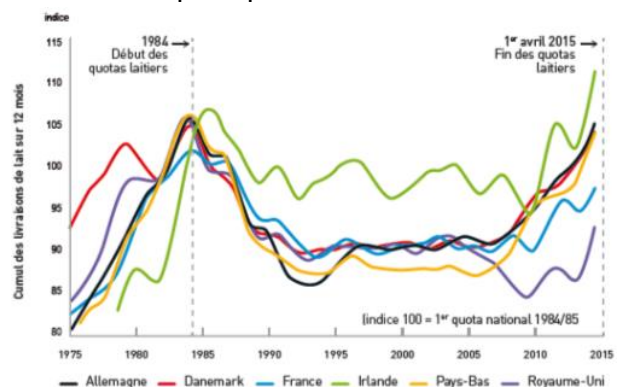
3/ L'augmentation du prix des intrants utilisés en élevage laitier, couplée à une variabilité accrue du prix du lait ainsi qu'aux variations climatiques (sécheresse pesant sur la production de fourrage), oblige les agriculteurs à contrôler de plus en plus étroitement leurs coûts de production (Institut de l'élevage, 2012). Ce pilotage passe également par la maîtrise de l'efficacité des investissements.

4/ En même temps que les préférences des consommateurs évoluent, de nouvelles normes sociales et environnementales émergent en agriculture, encourageant le

développement de nouveaux cahiers des charges (agriculture biologique, normes sur le bien-être animal, etc.) qui pourraient à terme nécessiter de nouveaux types d'investissements.

5/ Dans un contexte de fin du contingentement de la production au niveau de l'UE, anticiper la fin des quotas, notamment à travers des investissements opportuns, permet de rester compétitif par rapport aux grands producteurs laitiers européens et mondiaux. En effet, les éleveurs laitiers en Allemagne, Irlande, Danemark, Royaume-Uni et Pays-Bas, qui comptent parmi les plus gros pays producteurs de lait dans l'UE, ont pour certains mis en place des investissements permettant d'exploiter la compétitivité « prix » consistant à réduire les coûts de production, de collecte et de transformation, favorisant ainsi l'adaptation de leurs exploitations à ce nouveau contexte. D'autres pays comme la France pourraient en revanche s'adapter en privilégiant la compétitivité « hors-prix » qui consiste à augmenter la valeur des produits commercialisés par le développement d'innovations ou encore la différenciation du produit fini (Perrot et al., 2016).

Graphique 1. Production de lait depuis 1975 dans les six principaux bassins laitiers de l'UE



Source : Chambres d'agriculture (2015)

Au niveau européen, la production de lait a augmenté de façon significative depuis 2008 dans les principaux bassins laitiers entre 2010 et 2015 (**Graphique 1**). En Bretagne aussi le volume de lait livré a augmenté, de 15,9% entre 2009 et 2015 pour la région, et de 20% pour la seule Ille-et-Vilaine (FranceAgriMer,

2017). Cette augmentation suggère des comportements d'investissement associés à la fin progressive des quotas laitiers.

Analyse d'un échantillon d'exploitations laitières en Ille-et-Vilaine

Nous nous intéressons ici plus spécifiquement à l'investissement au sein des exploitations spécialisées en bovins-lait en Ille-et-Vilaine. Pour cela, des données comptables fournies par le CER France d'Ille-et-Vilaine ont été mobilisées. Un échantillon de **661 exploitations laitières spécialisées** suivies sur une période de 10 ans (**2005 à 2014**) a été constitué afin d'étudier l'investissement sur une durée suffisamment longue, permettant une exploration des tendances observées.

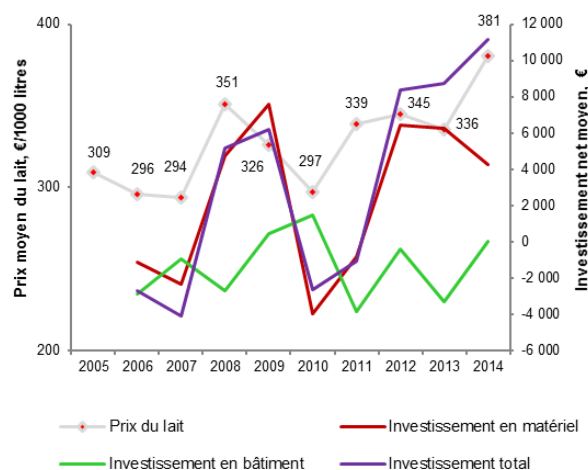
Le **Graphique 2** décrit ainsi l'évolution du niveau moyen annuel des différents types d'investissement dans l'échantillon. L'investissement net annuel de l'année n est calculé comme la variation de la valeur de l'actif immobilisé net entre deux exercices comptables.

En moyenne, l'investissement net total, tous types d'investissement confondus, augmente de 2007 à 2009, puis diminue jusqu'en 2011, date à laquelle il augmente à nouveau jusqu'à la fin de la période considérée ici. Le pic d'investissement en 2008 et la diminution significative qui a suivi en 2010, après le début de la crise économique, pourraient s'expliquer par l'augmentation significative du prix du lait entre 2007 et 2008, puis sa diminution entre 2008 et 2010. En effet, en 2009, le secteur laitier a connu une crise profonde sous la forme d'une baisse soudaine du prix du lait et, parallèlement, les prix des intrants sont restés à un niveau élevé.

Le comportement d'investissement de deux profils d'exploitations, caractérisés par des niveaux d'intensité en capital différents, a ensuite été étudié. Le **Tableau 1** présente

quelques caractéristiques des deux profils d'exploitations identifiés.

Graphique 2. Investissement net et prix du lait moyens sur la période 2005-2014



Source : Données CER France d'Ille-et-Vilaine, traitement des auteurs

Tableau 1. Principales caractéristiques des deux profils identifiés au sein de l'échantillon

	Profil 1	Profil 2
Intensité en capital	Elevée	Faible
Nombre d'exploitations	422	239
(soit en % de l'échantillon)	(64%)	(36%)
Caractéristiques ayant servi à la classification		
Nombre de vaches laitières		
Moyenne (a)	55	48
Taux de croissance (b)	0,35	0,22
Part du maïs dans la SFP		
Moyenne (%)	46	37
Taux de croissance	-0,12	-0,17
Chargement (UGB / ha de SFP)		
Moyenne	1,68	1,62
Taux de croissance	0,06	0,01
Coût des travaux par tiers par UGB		
Moyenne (€)	1,84	1,52
Coût des concentrés par UGB		
Moyenne (€)	402	224
Taux de croissance	0,64	0,75
Immobilisations nettes par UGB		
Moyenne (€)	79	67
Taux de croissance	0,22	0,22
Autres caractéristiques (moyennes)		
Investissement net (1000€)	4,3	1,4
Immobilisations nettes		
Moyenne (1000€)	279,6	216,1
Taux de croissance (%)	14	6
Taux d'endettement (%)	52	45
SAU (hectares)	84	65
Travail (UTH)	2,1	1,8
Quantité de lait produite (1000 litres)		
Totale	415,0	295,5
Par vache laitière	7,7	6,3
Excédent Brut d'Exploitation (1000€)		
Total	86,3	63,2
Par UTH	41,1	36,5

Notes : (a) moyennes calculées sur la période 2005-2014 ; (b) taux de croissance calculés comme la différence entre la valeur en 2014 et la valeur en 2005, divisée par la valeur en 2005.

Source : Données CER France d'Ille-et-Vilaine, traitement des auteurs

Le premier profil regroupe environ 64% des exploitations de l'échantillon, caractérisées par un niveau d'intensité en capital élevé. **Le deuxième profil** regroupe des exploitations ayant un niveau d'intensité en capital plus faible et représente 36% des exploitations de l'échantillon.

En moyenne sur la période, les exploitations du premier profil (intensité en capital élevée) ont un cheptel de vaches laitières plus important, présentent une part de maïs dans la SFP et un chargement en UGB par hectare de SFP plus élevés, ainsi que des coûts par UGB de concentrés et de recours aux travaux par tiers plus forts que celles du deuxième profil (intensité en capital faible). De plus, les exploitations du profil 1 ont vu leur cheptel laitier et leur chargement animal augmenter plus fortement sur la période.

Enfin, le **Graphique 3** montre que, si les deux profils ont eu tendance à augmenter leurs investissements entre 2010-2011 et 2014, les exploitations du premier profil (intensité en capital élevée) investissent plus, en moyenne, que celles du deuxième profil (intensité en capital faible).

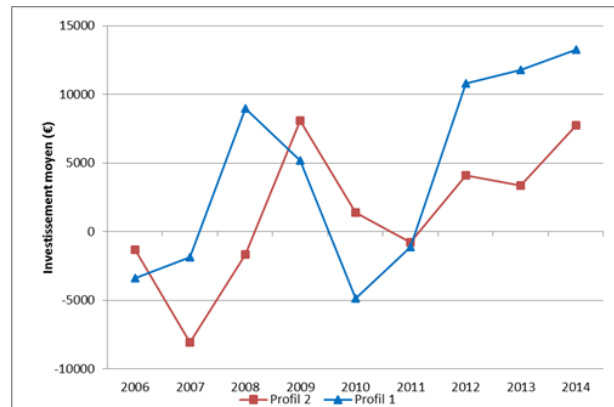
Déterminants économiques du comportement d'investissement

La thèse vise en premier lieu à identifier le rôle des déterminants économiques que sont les « coûts d'ajustement », c'est-à-dire les éventuelles pertes de revenus consécutives des investissements, le prix du lait et la performance passée, sur le comportement d'investissement des éleveurs laitiers d'Ille-et-Vilaine.

Les résultats préliminaires pour la période 2005-2014 montrent que :

- lisser les investissements au cours du temps est, en moyenne, la stratégie optimale en présence de coûts d'ajustement ;

Graphique 3. Niveau moyen de l'investissement net par profil



Source : Données CER France d'Ille-et-Vilaine, traitement des auteurs

- en moyenne, les prix ont plus d'influence sur l'investissement que la performance ;
- le rôle de la performance sur le comportement d'investissement diffère selon les profils.

Ainsi, en moyenne, les exploitations intensives en capital (profil 1) préfèrent investir moins pour éviter les coûts d'ajustement. Par ailleurs, une performance élevée une année, induit un investissement plus faible l'année suivante, tandis que les exploitations moins intensives en capital (profil 2) investissent quelle que soit la performance (Lévi *et al.*, 2018).

Ces stratégies semblent liées à une volonté d'augmentation de la production et de la productivité en vue de la sortie des quotas en 2015, et pourraient révéler un mouvement de restructuration, en termes technologiques, dans le département d'Ille-et-Vilaine.

Anticipation de la sortie de quotas

La thèse vise également à étudier si l'annonce, en 2008, de la sortie des quotas en 2015 a incité les éleveurs laitiers d'Ille-et-Vilaine à accroître leur capacité de production et donc à investir.

Pour cela, l'évolution de la « valeur marginale » du quota entre 2008 et 2014 a été analysée. Cette valeur révèle le niveau d'opportunité, et donc l'incitation à accroître le capital pour un éleveur donné.

Les résultats préliminaires montrent que la valeur marginale du quota a, en moyenne, diminué entre 2008 et 2014 (Lévi et Chavas, 2017). Ce résultat est probablement lié aux effets conjugués de l'accroissement progressif de la référence laitière et de la hausse du prix du lait en tendance sur la période, ainsi qu'aux variations du taux d'intérêt.

Jusqu'à la fin de la période considérée (2014), il y a donc, en moyenne, un intérêt économique à accroître le capital par des investissements. Ceci est confirmé par l'observation, pour notre échantillon, d'une augmentation des investissements en matériel et en bâtiment entre 2011 et 2012, et une augmentation des investissements en cheptel entre 2013 et 2014 (**Graphique 4**).

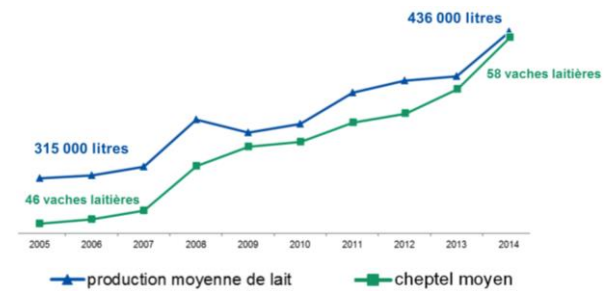
Perspectives

Comprendre la restructuration du secteur laitier est un enjeu majeur : suivant les stratégies adoptées par les éleveurs, les besoins en investissement pourront être différents.

Les analyses réalisées montrent que, d'une part, les éleveurs laitiers d'Ille-et-Vilaine ont anticipé la fin des quotas en adaptant leurs comportements d'investissement, que, d'autre part, ces comportements d'investissement diffèrent selon l'intensité en capital de l'exploitation, et enfin que le prix du lait joue un rôle important dans les comportements d'investissement.

Anticiper de futures restructurations dans le secteur de la production laitière suppose de comprendre les différentes possibilités qui s'offrent aux exploitants. Dans ce nouveau contexte, les stratégies possibles sont diverses.

Graphique 4. Niveau moyen de la production et du cheptel sur la période 2005-2014



Source : Données CER FRANCE d'Ille-et-Vilaine, traitement des auteurs

Il peut en effet s'agir de :

- produire plus pour saturer l'outil existant ;
- diversifier et se différencier pour augmenter la valeur ajoutée (circuit court, conversion à l'agriculture biologique, etc.) ;
- se regrouper pour une efficacité accrue des moyens de productions impliquant, par exemple, des formes d'organisation du travail différentes ;
- se dissocier et se spécialiser, ce qui peut impliquer des stratégies nécessitant des investissements importants, par exemple dans la robotisation de la traite ;
- cesser la production laitière pour une autre activité si des alternatives existent.

Les stratégies dépendent également de la phase du cycle de vie de l'exploitation. En France, l'investissement est ainsi en général plus important chez les jeunes et diminue quand l'âge de l'exploitant augmente (Agreste, 2012). Ainsi, les futurs travaux de la thèse viseront à étudier comment les comportements d'investissement varient au cours du cycle de vie, entre installation, régime de croisière et préparation de la cessation/transmission, en distinguant en particulier les différents types d'installations (sous statut individuel, primo-installation en société, au sein d'une société déjà existante). Une telle distinction devrait en effet permettre de révéler des besoins différents et ainsi d'identifier les politiques d'accompagnement à mettre en place.

Bibliographie

- Agreste (2012).** L'actif et l'investissement. *Les Dossiers*, numéro 14, août.
- Bachelet A. (2015).** Filière laitière. Benoît Rouyer, Cniel : « Une conjoncture fortement déprimée ». *Terre-net Média, Web-agri*, 1^{er} août.
- Chambres d'agriculture (2015).** Sortie des quotas lait : Quelles évolutions, pour quelles adaptations ? *Chambres d'agriculture*, numéro 1043, mai.
- FranceAgriMer (2017).** Enquête mensuelle laitière.
- Institut de l'élevage (2012).** Coût alimentaire de l'atelier lait : objectif sous la barre des 90€/1000 litres. *Document réalisé par l'équipe lait du Réseau de Références des Chambres d'Agriculture de Normandie*. Avril.
- Perrot C., Chatellier V., Gouin D.-M., Richard M., You G. (2016).** Le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale ? *Présentation au colloque SFER « Libéralisation des Marchés Laitiers »*, novembre.
- Lévi L., Latruffe L., Ridier A. (2018).** Farm performance and investment decisions: evidence from the French (Brittany) dairy sector. *Working Paper SMART-LERECO*, Rennes, à paraître.
- Lévi L., Chavas J-P. (2017).** How does eliminating quotas affect firm investment? Evidence from dairy farms. *Poster au 15^{ème} congrès de l'EAAE « Towards Sustainable Agri-Food Systems: Balancing between Markets and Society »*, août.

Définitions

PAC : Politique Agricole Commune

SAU : Surface agricole utile

SFP : Surface fourragère principale

UGB : Unité gros bétail

UTH : Unité de travail humain

UE : Union Européenne

Remerciements

Nous remercions le CER France d'Ille-et-Vilaine, et notamment Luc Mangelinck, pour l'accès à la base de données comptables.